

Questions orales

L'hon. Marc Lalonde (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Madame le Président, je rappelle au député que la société Husky Oil, filiale de la société Nova, a fait connaître son intention d'augmenter son budget d'exploration cette année au lieu de le diminuer, à la différence de certaines autres sociétés.

M. Wilson: Et la production?

M. Lalonde: Deuxièmement, j'ai eu des entretiens avec mon homologue du gouvernement de la Saskatchewan, chose que je n'ai pas réussi à obtenir de mon homologue de l'Alberta. Il y a eu des discussions au niveau des hauts fonctionnaires. Nous avons tous deux reconnu que la combinaison des taxes prévues au Programme énergétique national et des redevances très élevées exigées par la loi de la Saskatchewan crée des difficultés à certaines sociétés à l'égard de certains puits. Les négociations se poursuivent. J'ai eu un entretien très fructueux avec mon homologue de la Saskatchewan, et je compte bien en avoir d'autres très bientôt.

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS À PROPOS DES
MODIFICATIONS AU PROGRAMME

L'hon. John C. Crosbie (Saint-Jean-Ouest): Madame le Président, ma question supplémentaire s'adresse au ministre des Finances. C'est grâce au député d'Annapolis Valley-Hants, qui a donné un bon coup de pied où je pense au ministre, que quelque chose a été fait au sujet de l'usine de pneumatiques Michelin.

Une voix: Bis!

M. Crosbie: Je ne m'y risquerais pas avec le ministre de l'Énergie!

Des voix: Oh, oh!

M. Crosbie: Quand mes petits amis gauchistes se seront calmés, je poserai ma question.

Le 28 octobre, le ministre a présenté sa nouvelle politique énergétique. M. Blair, Canadien convaincu bien connu a déclaré hier—je cite:

... déçu que le gouvernement fédéral n'ait pas encore apporté d'importants changements à plusieurs des dispositions du programme énergétique qui contribue à diminuer les revenus du secteur privé et nuit ainsi aux projets de prospection et d'exploitation.

Après avoir entendu l'opinion exprimée par ce nationaliste canadien également propriétaire d'une importante compagnie pétrolière à capitaux canadiens, j'aimerais savoir si le ministre va enfin apporter des changements au programme afin de répondre à de telles critiques et pour permettre au Canada de connaître une relative reprise économique dans les années 80. Va-t-il enfin passer outre à l'opinion de son collègue et apporter des changements au programme?

Mme le Président: A l'ordre.

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, si vous me

permettez, je dirai un mot du préambule du député au sujet de son collègue d'Annapolis Valley-Hants. Je lui sais gré de comprendre la situation mais j'aimerais qu'il prenne à part le député de Broadview-Greenwood pour lui expliquer ce qui se passe et faire en sorte que tous les députés de la Chambre comprennent bien la situation.

M. Clark: C'est à vous de le faire.

M. Crosbie: Il fraye avec vous que je sache, pas avec nous.

Des voix: Oh, oh!

M. MacEachen: Madame le Président, pour ce qui est de la question que le député me pose, je tiens à rappeler que nous avons déjà apporté d'importants changements au programme et pris ainsi en considération les réactions des chefs d'entreprise du secteur énergétique. Je citerai par exemple les changements apportés à propos des dépenses de prospection et des primes d'encouragement afin de tenir compte des revenus ou des disponibilités des entreprises. Comme le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources l'a indiqué, nous sommes disposés à apporter d'autres changements pour répondre aux critiques et à l'évolution de la situation. C'est d'ailleurs notre attitude du moment.

* * *

[Français]

LES PENSIONS

LA CONFÉRENCE NATIONALE SUR LES FONDS DE PENSION
PRIVÉS—ON DEMANDE SI TOUTES LES PROVINCES VONT
PARTICIPER

M. Jean-Claude Malépart (Montréal-Sainte-Marie): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

Le ministre pourrait-il dire à la Chambre si les gouvernements provinciaux ont tous répondu à l'invitation de participer à la Conférence nationale sur les fonds de pension privés? Dans la négative, pourrait-il mentionner les noms des provinces qui n'ont pas répondu ou dire si l'une d'entre elles a refusé de participer?

L'hon. Monique Bégin (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): J'ai le plaisir, madame le Président, de dire à la Chambre qu'aucune province n'a refusé de participer. Cependant, à la suite de la lettre que le très honorable premier ministre envoyait aux premiers ministres des provinces, avant Noël, les quatre provinces de l'Atlantique, la province de la Saskatchewan, les Territoires du Nord-Ouest et du Yukon ont déjà nommé un ministre responsable du dossier sur la réforme des pensions, et je regrette bien sûr que les autres provinces, le Québec et l'Ontario en particulier, n'aient pas encore trouvé le temps de le faire. Nous espérons que tout le monde pourra participer à cette conférence à la fin de mars, vu son importance pour les pensions des Canadiens.